

Le Parlement européen amorçe le démantèlement de Google

On est encore loin du démantèlement. Mais la direction est prise. **Les eurodéputés** ont voté ce jeudi 27 novembre matin pour la résolution demandant de scinder Google en deux. A une très large majorité : **461 pour, 101 contre et 88 abstentions**. L'idée étant de séparer le moteur de recherche des autres activités de l'entreprise de Mountain View.

Bruxelles reproche en effet à Google de biaiser ses résultats de recherche pour favoriser ses propres services, comme YouTube, ses solutions de cartographie Maps ou son propre comparateur de prix Shopping. Ce qui place l'entreprise en situation d'abus de position dominante. En Europe, Google s'impose sur le marché de la recherche en ligne avec plus de 90% des parts en France, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni, principalement.

Depuis 2010

Séparer la recherche des autres activités est également un moyen d'anticiper les développements tout azimut que Google réalise tant dans les plates-formes mobiles (Android), les accessoires et objets connectés (Google Glass, thermostats Nest, Android Wear...), l'automobile (à la fois sur les plates-formes embarquées que sur les véhicules autonomes), voire la santé (avec son labo Google X qui entend s'appuyer sur les nanotechnologies pour développer une pilule capable d'anticiper les maladies graves).

La Commission européenne s'est emparée du problème depuis 2010. Mais aucune des trois propositions avancées par Google n'a été acceptée par l'ancien commissaire à la Concurrence Joaquin Almunia qui a quitté ses fonctions fin octobre dernier en laissant le dossier ouvert. La nouvelle **Commission de Jean-Claude Juncker** entend de son côté accélérer la résolution de la question. D'où la proposition, approuvée ce matin, de motion de scission de Mountain View.

Mettre la pression

Dans les faits, Google n'est pas explicitement cité dans la résolution proposée par le Parlement européen qui s'attache à « *la défense des droits des consommateurs sur le marché numérique* ». Mais Google, et sa domination du marché de la recherche Internet, y est clairement visé puisque le texte propose à la Commission d'« *envisager des propositions afin de séparer les moteurs de recherches des autres services commerciaux comme une possible solution de long terme* ». **Malgré le vote, le Parlement ne dispose cependant d'aucun pouvoir de sanction obligeant Google à séparer ses activités.**

Derrière **ce vote « symbolique »** l'idée est donc de faire pression sur la firme américaine mais aussi sur la Commission européenne et notamment la nouvelle commissaire à la Concurrence Margrethe Vestager. Lors de son audition devant le Parlement, celle-ci reconnaissait qu'il n'était plus possible d'enchaîner les enquêtes sans prendre aucune mesure derrière. Ouvrera-t-elle maintenant à accélérer le traitement de l'affaire ?

Lire également

[Des députés européens réclament une scission de Google](#)

[Antitrust : Google et Android dans la ligne de mire de Bruxelles](#)

[Antitrust : L'Europe exige de nouvelles concessions de Google](#)

Crédit Photo : Walencienne-Shutterstock